

## **Pas question de fermer les régions!**

**Québec, le 22 octobre 2014** – Le Réseau des conférences régionales des élus du Québec déplore la façon dont le gouvernement traite les CRÉ, des organisations que la loi identifie formellement comme ses interlocuteurs privilégiés en matière de développement régional, en les tenant à l'écart des réflexions qu'il mène sur le réaménagement de ses interventions en région et en véhiculant de fausses informations à leur sujet.

« Nous assistons à une campagne de salissage qui alarme la population avec des chiffres invraisemblables. Par exemple, en 2013-2014, les coûts de fonctionnement des CRÉ se situaient à 9 % pour l'ensemble du Réseau, selon la plus récente compilation réalisée en collaboration avec les autorités du MAMOT, et non à 38%. Dans ces conditions, nous comprenons mal comment le ministre Moreau peut ne pas tenir compte, dans ses propos, d'informations entérinées par son propre ministère. Le Réseau estime pertinent de repenser le développement régional au Québec, mais encore faut-il le faire avec rigueur et sans démagogie », indique le porte-parole du Réseau, M. Jean-Maurice Matte, président de la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue.

L'utilité et la rentabilité des CRÉ a été démontrée à de nombreuses reprises. L'argent qu'elles investissent permet de faire lever de nouvelles ressources pour développer chacune des régions. « S'il y a des doublons, et j'indique bien s'il y en a, des questionnements sont nécessaires puisque nos mandats viennent essentiellement du gouvernement du Québec ou de nos partenaires en région. J'invite le gouvernement à indiquer là où l'on considère qu'il y a dédoublement et nous pourrions par la suite voir, s'il y a lieu, à corriger le tir. »

Le Réseau comprend la réalité financière dans laquelle se trouve le gouvernement et souscrit à sa volonté de revoir l'intervention de l'État en matière de développement régional. Il a d'ailleurs offert sa collaboration en ce sens. Il est malheureux que le ministre n'ait pas daigné rencontrer le Réseau des CRÉ depuis sa nomination il y a près de six mois. « Une telle rencontre aurait permis d'établir un dialogue constructif, de bâtir sur de l'information exacte et de s'entendre pour les prochaines étapes afin de travailler au développement de l'ensemble des régions du Québec. Cela aurait été assurément plus respectueux du travail fait par les quelque 650 administratrices et administrateurs, dont 450 élus municipaux, qui forment les conseils d'administration des CRÉ et qui déploient des efforts importants pour l'essor de leur région sur les plans économique, social, culturel et environnemental.

« Les propos entendus hier suscitent des questionnements et laissent perplexes. Est-ce que le gouvernement est en train de renier ses promesses et de fermer les régions? Si tel est le cas, qui, dès lors, jouerait le rôle indispensable de mobilisation régionale assumé par les CRÉ jusqu'à présent? Qui aurait le souci d'assurer un développement global et équilibré de l'ensemble des régions du Québec? », conclut M. Matte.

### **À propos des conférences régionales des élus**

Les conférences régionales des élus (CRÉ) agissent à titre d'interlocuteurs privilégiés du gouvernement en matière de développement régional pour le territoire ou la communauté qu'elles représentent. Elles sont formées en vertu de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et ont pour mission de contribuer au développement économique, social, culturel et communautaire de leur région respective.

### **Renseignements**